



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
de la protection des populations**

Service environnement et sous-produits animaux

ANGERS, le 6 mai 2026

Cité Administrative
49047 ANGERS Cedex 01

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ŒUFS DE SOMLOIRE (SCEA) et CHUPIN Véronique

La Cour
49360 SOMLOIRE

Références : 2026_04_22 rapport-complet SCEA ŒUFS DE SOMLOIRE ET CHUPIN Véronique

Code AIOT : 0054902187

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/04/2026 dans l'établissement ŒUFS DE SOMLOIRE (SCEA) et CHUPIN Véronique implanté La Cour - 49360 SOMLOIRE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Recontrôle suite à arrêté de mise en demeure.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ŒUFS DE SOMLOIRE (SCEA) et CHUPIN Véronique
- La Cour - 49360 SOMLOIRE
- Code AIOT : 0054902187
- Régime : Autorisation
- IED : Oui.

Élevage de poules pondeuses plein air.

Contexte de l'inspection :

- Recontrôle suite à arrêté de mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Règles d'implantation - volailles en plein air	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 5-III	Mise en demeure, respect de prescription	0 mois
5	Cahier d'épandage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
7	Implantation et distances	Arrêté Préfectoral du 4/10/2019, article 3-1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
8	Collecte et stockage des effluents	Arrêté Préfectoral du 4/10/2019, article 3-6	Prescriptions complémentaires, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
9	Épandage et gestion des effluents produits	Arrêté Préfectoral du 4/10/2019, article 3-10	Mise en demeure, respect de prescription	0 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Dispositions relatives aux prélèvements d'eau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18	Levée de mise en demeure

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	(compteur, disconnecteur)		
3	Enclos, volières et parcours de volailles	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 21	Levée de mise en demeure
4	Élimination des déchets, médicaments vétérinaires et sous-produits	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 35	Levée de mise en demeure
6	Changement d'exploitant	Code de l'environnement du 1/07/2023, article R.181-47	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'arrêté de mise en demeure n'est que partiellement respecté. les prescriptions relatives aux parcours des volailles ne sont pas respectées. Le mode de valorisation des fientes prévue dans l'arrêté d'autorisation n'est pas respecté.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Règles d'implantation – volailles en plein air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 5-III
Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement
<p>Prescription contrôlée : Pour les élevages de volailles en plein air, pour les volières où la densité est inférieure ou égale à 0,75 animal-équivalent par mètre carré, la distance de 100 mètres du I est réduite à 50 mètres. Les autres distances d'implantation du I s'appliquent.</p> <p>Pour les enclos et les parcours où la densité est inférieure ou égale à 0,75 animal-équivalent par mètre carré, les clôtures sont implantées : - à au moins 50 mètres, pour les palmipèdes et les pintades, et à au moins 20 mètres, pour les autres espèces, des habitations ou locaux habituellement occupés par des tiers (à l'exception des logements occupés par des personnels de l'installation, des hébergements et locations dont l'exploitant a la jouissance et des logements occupés par les anciens exploitants), des stades ou des terrains de camping agréés (à l'exception des terrains de camping à la ferme) ; - à au moins 10 mètres des puits et forages, des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que les eaux soient destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères, des rivages, des berges des cours d'eau. Cette distance est d'au moins 20 mètres pour les palmipèdes.</p> <p>Les autres distances d'implantation du I s'appliquent.</p>
<p>Constats : Une partie du parcours du bâtiment de 12 000 poules en agriculture biologique exploité par Mme CHUPIN Véronique est implanté à moins de 10 mètres du ruisseau de La Pommeraye qui est un affluent de l'Ouère (environ 6 mètres). Ce constat a déjà été réalisé lors du précédent contrôles, et fait l'objet de l'arrêté de mise en demeure qui n'a pas été levée sur cette prescription.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 0 mois

N° 2 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18
Thème(s) : Élevage, Pollution
<p>Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³ par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.</p>

En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.
Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L.214-3 du Code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L.214-18 du même code.
Constats : Suite à l'arrêté de mise en demeure sur cette prescription, une vraie disconnexion a été réalisée entre le réseau d'eau public et le réseau privé provenant du forage sur le site de La Cour. Un nouveau compteur a été installé. Les relevés de consommation sont à réaliser mensuellement pour vérifier l'absence de fuite sur le réseau, et déterminer la consommation annuelle de l'installation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Enclos, volières et parcours de volailles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 21
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Pour l'élevage de volailles en enclos, en volières et en parcours, toutes les précautions sont prises pour éviter l'écoulement direct de boues et d'eau polluée vers les cours d'eau, le domaine public et les terrains des tiers. Lorsque la pente du sol est supérieure à 15 % un aménagement de rétention des écoulements potentiels de fientes, par exemple un talus, continu et perpendiculaire à la pente, est mis en place le long de la bordure aval du terrain concerné, sauf si la qualité et l'étendue du terrain herbeux est de nature à prévenir tout écoulement. Lorsque les volailles ont accès à un parcours en plein air, un trottoir en béton ou en tout autre matériau étanche, d'une largeur minimale d'un mètre, est mis en place à la sortie des bâtiments fixes. Les déjections rejetées sur les trottoirs sont raclées et soit dirigées vers la litière, soit stockées puis traitées comme les autres déjections. Les parcours des volailles sont herbeux, arborés, ou cultivés, et maintenus en bon état. Toutes les dispositions sont prises en matière d'aménagement des parcours afin de favoriser leur fréquentation sur toute leur surface par les animaux. La rotation des terrains utilisés s'opère en fonction de la nature du sol et de la dégradation du terrain. Un même terrain n'est pas occupé plus de vingt-quatre mois en continu. Les terrains sont remis en état à chaque rotation par une pratique culturale appropriée.
Constats : Un trottoir béton de 1 m a été réalisé sur le bâtiment de 12 000 poules en agriculture biologique exploité par Mme CHUPIN Véronique suite à l'arrêté de mise en demeure.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Élimination des déchets, médicaments vétérinaires et sous-produits

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 35
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont régulièrement éliminés dans des installations réglementées conformément au Code de l'environnement. Les animaux morts sont évacués ou éliminés conformément au Code rural et de la pêche maritime. Les médicaments vétérinaires non utilisés sont éliminés par l'intermédiaire d'un circuit de collecte spécialisé, faisant l'objet de bordereaux d'enlèvement, ces derniers étant tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées. Cette disposition est applicable aux installations existantes à compter du 1 ^{er} janvier 2015.

Toute élimination de médicaments vétérinaires non utilisés par épandage, compostage ou méthanisation est interdite.
Tout brûlage à l'air libre de déchets, à l'exception des déchets verts lorsque leur brûlage est autorisé par arrêté préfectoral, de cadavres ou de sous-produits animaux est interdit.
Constats : Depuis le précédent contrôle, les œufs non commercialisables sont éliminés avec les cadavres vers l'équarrisseur. Les déchets divers présent sur les parcours sont en partie éliminés, il reste un tas de ferraille et de matière isolante sur le parcours de La Reinière. Les derniers déchets restant sont à éliminer vers une déchetterie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 5 : Cahier d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37
Thème(s) : Élevage, Dossier
Prescription contrôlée : Un cahier d'épandage, tenu sous la responsabilité de l'exploitant et à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées pendant une durée de cinq ans, comporte pour chacune des surfaces réceptrices épandues exploitées en propre : 1. Les superficies effectivement épandues ; 2. Hors zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les références de l'îlot PAC des surfaces épandues et en zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les références de l'îlot cultural des surfaces épandues. La correspondance entre les surfaces inscrites au plan d'épandage tel que défini à l'article 27-2 et les surfaces effectivement épandues est assurée ; 3. Les dates d'épandage ; 4. La nature des cultures ; 5. Les rendements des cultures ; 6. Les volumes par nature d'effluents et les quantités d'azote épandues, en précisant les autres apports d'azote organique et minéral ; 7. Le mode d'épandage et le délai d'enfouissement ; 8. Le traitement mis en œuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe). Lorsque les effluents d'élevage sont épandus sur des parcelles mises à disposition par un prêteur de terres, un bordereau cosigné par l'exploitant et le prêteur de terre est référencé et joint au cahier d'épandage. Ce bordereau est établi au plus tard à la fin du chantier d'épandage. Il comporte l'identification des surfaces réceptrices, les volumes d'effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement épandus et les quantités d'azote correspondantes. En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, l'établissement des bordereaux d'échanges et du cahier d'enregistrement définis au IV de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé est considéré remplir les obligations définies au présent article, à condition que le cahier d'épandage soit complété pour chaque îlot cultural par les informations 2, 7 et 8 ci-dessus. Le cahier d'épandage est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
Constats : Un plan prévisionnel de fertilisation et un cahier d'épandage ont été mis en place pour les structures SCEA ŒUFS DE SOMLOIRE et CHUPIN Véronique. Des bordereaux sont réalisés pour les fientes épandues. Les effluents liquides issus des vides sanitaires ne sont pas tracés avec des bordereaux de transfert d'effluent vers la SCEA ÉLEVAGE CHUPIN qui est le seul plan d'épandage validé dans l'arrêté d'autorisation. Un vide sanitaire a été réalisé il y a environ 1 mois sur le bâtiment de 40 000 poules à La Cour. Des bordereaux d'exportation des effluents liquides sont à réaliser.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Changement d'exploitant

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 1/07/2023, article R.181-47
Thème(s) : Élevage, Mise en œuvre du projet
Prescription contrôlée : I. - Le transfert de l'autorisation environnementale fait l'objet d'une déclaration adressée au préfet par le nouveau bénéficiaire, à l'exception du transfert de l'autorisation accordée aux installations mentionnées à l'article R.516-1 qui est soumis à autorisation, dans les conditions prévues par cet article. II. - Cette déclaration est faite dans les trois mois qui suivent ce transfert. Elle mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Le préfet en accuse réception dans un délai d'un mois.
Constats : La déclaration de changement d'exploitant a été réalisée, un récépissé de transfert de l'arrêté a été délivré par la Préfecture.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 7 : Implantation et distances

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 4/10/2019, article Article 3-1
Thème(s) : Élevage, Dispositions générales
Prescription contrôlée : L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation (Annexes 1, 2, 3 et 4). L'intégration paysagère est favorisée par l'implantation de haies bocagères d'essences locales. Les aménagements des parcours de volailles sont réalisés avec la plantation d'arbres en agroforesterie. Ces plantations sont complétées dans le cadre du projet de modification des parcs et de la création d'un nouveau bâtiment. L'aménagement est réalisé dans l'année qui suit la mise en service des nouvelles installations. L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Toute transformation de l'état des lieux, toute modification de l'installation et de son mode d'utilisation doivent être portées à la connaissance de la Préfecture avant leur réalisation.
Constats : Cette prescription de l'arrêté préfectoral fait partie de l'arrêté de mise en demeure. L'aménagement d'environ 5 ha de parcours des 12 000 poules en agriculture biologique n'a pas été réalisé. Cet aménagement devait être réalisé dans l'année suivant la réalisation du bâtiment. Vous nous avez déclaré ne pas souhaiter réaliser d'agroforesterie sur ce parcours. Vous devez respecter les prescriptions d'aménagement des parcours volailles plein air prévues dans l'arrêté ministériel du 27/12/2013 à savoir les parcours de volailles sont herbeux, arborés ou cultivés et maintenus en bon état. Toutes les dispositions sont prises en matière d'aménagement des parcours afin de favoriser la fréquentation sur toute leur surface par les animaux. Il a été constaté un manque d'entretien sur ce parcours avec la présence de grande étendue de chardons denses et très haut. Toutes modifications du projet d'agroforesterie par des aménagements autres sur ce parcours doivent faire l'objet d'un porté à connaissance à déposer en préfecture pour revoir les prescriptions de votre arrêté d'autorisation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Collecte et stockage des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/10/2019, article Article 3-6
Thème(s) : Élevage, Émissions dans l'eau et dans les sols
Prescription contrôlée : Le stockage de fientes : Il est assuré par deux hangars existants de 300 m ² et 123 m ² au lieu-dit La Cour et 412 m ² à La Reinière.

Un hangar de 123 m² est à créer pour le stockage des fientes du nouveau bâtiment à La Cour.

Les eaux usées et de lavage des bâtiments :

Les eaux usées des locaux techniques des bâtiments à La Cour et La Reinière sont traitées dans des fosses toutes eaux avec tranchées filtrantes. Le même type d'installation est à mettre en place pour le nouveau bâtiment à La Cour.

Les eaux de lavage du bâtiment à La Reinière sont collectées et stockées dans un ouvrage fermé d'une capacité de 80 m³ utiles. Le bâtiment existant à La Cour dispose d'un ouvrage de collecte des eaux de lavage de 10 m³. Un nouvel ouvrage d'une capacité suffisante est créé à proximité pour disposer d'un volume suffisant pour gérer les eaux de lavage d'un vide sanitaire.

Un ouvrage d'une capacité minimum de 50 m³ est créé pour collecter les eaux de lavage du nouveau bâtiment à La Cour.

L'ensemble des installations de stockage est réalisé avant la mise en service de l'élevage.

En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les capacités minimales des équipements de stockage des effluents d'élevage répondent aux dispositions prises en application du 2° du I de l'article R.211-81 du Code de l'Environnement.

En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, le stockage au champ des effluents visés au 2° du II de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 modifié susvisé répond aux dispositions de ce dernier.

Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel.

Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de surveillance de l'étanchéité.

Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1^{er} juin 2005 et avant le 1^{er} janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.

Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1^{er} janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.

Les rejets directs d'effluents vers les eaux souterraines sont interdits.

Les ouvrages de stockage permettent de conserver les effluents (liquides et solides) produits dans l'installation, pendant sept mois au minimum.

Le stockage n'est pas réalisé sur des sols où l'épandage est interdit et il est distant d'au moins 100 m de toutes habitations tiers et de 35 m des berges des cours d'eau. La durée de stockage ne dépasse pas neuf mois et le retour sur un même emplacement ne peut intervenir avant un délai de trois ans.

Constats :

Les prescriptions validées à l'article 3.6 de votre arrêté préfectoral du 4/10/2019 ne sont pas respectées. Les stockages de 50 m³ et le stockage complémentaire 80 m³ prévus sur les bâtiments à La Cour ne sont pas réalisés. L'ouvrage situé à La Reinière, ne garantissait pas tous les critères d'étanchéité et des débordements au remplissage ont été constatés.

Suite au contrôle du 30/09/2025 vous avez remplacé la poche située à La Reinière par une fosse géomembrane de 198 m³ utiles. Cet ouvrage est destiné à recevoir les eaux de lavage des 3 bâtiments après collecte dans les ouvrages présents à La Cour : deux fosses de 4 et 5 m³ sur le bâtiment de 12 000 poules et une fosse de 10 m³ sur le 40 000 poules. Les eaux de lavage du bâtiment de La Reinière sont dirigées vers cette nouvelle fosse.

La clôture de protection de cette nouvelle fosse géomembrane n'est pas réalisée. Un regard de drainage permet le contrôle de l'étanchéité.

Vous devez démontrer que vous disposez des capacités de stockage suffisantes pour les eaux de lavage des 3 bâtiments en respectant les périodes d'interdiction d'épandage.

Un "porter à connaissance" est à déposer en Préfecture.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Prescriptions complémentaires, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/10/2019, article Article 3-10
Thème(s) : Élevage, Épandage et traitement des effluents d'élevage
Prescription contrôlée : <p>Les fumiers de bovins produits sur l'exploitation, une partie des fientes de poules et les eaux de lavage des bâtiments poules pondeuses sont valorisés par épandage sur les terres de l'exploitation. Ces épandages sont réalisés à hauteur du respect de l'équilibre de la fertilisation.</p> <p>Les fientes de poules qui ne sont pas épandues sont exportées vers une station de compostage agréée. Les animaux sont introduits dans les bâtiments dans la mesure où un contrat de reprise est en cours de validité.</p> <p>Les effluents d'élevage bruts sont épandus afin d'être soumis à une épuration naturelle par le sol et d'être valorisés par le couvert végétal.</p> <p>Les quantités épandues d'effluents d'élevage bruts ou traités sont adaptées de manière à assurer l'apport des éléments utiles aux sols et aux cultures sans excéder leurs besoins et leurs capacités exportatrices compte tenu des apports de toute nature qu'ils peuvent recevoir par ailleurs.</p> <p>En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, la dose d'azote épandue est déterminée conformément aux règles définies par les programmes d'actions nitrates en matière notamment d'équilibre prévisionnel de la fertilisation azotée.</p> <p>Les quantités épandues et les périodes d'épandage des effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement sont adaptées de manière à prévenir :</p> <ul style="list-style-type: none">- la stagnation prolongée sur les sols ;- le ruissellement en dehors des parcelles d'épandage ;- une percolation rapide vers les nappes souterraines. <p>Tous les animaux reçoivent une alimentation de type multiphase, garantissant des apports en protéines limités aux besoins physiologiques de chaque catégorie d'animaux. L'alimentation est complétée en phytase.</p> <p>Tout épandage est subordonné à la production d'un plan d'épandage prenant en compte l'aptitude des sols pour la valorisation agronomique des effluents.</p> <p>L'ensemble des éléments constituant le plan d'épandage est tenu à jour et à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p> <p>La mise à jour du plan d'épandage est indispensable.</p> <p>Toute intégration ou retrait de surface du plan d'épandage constitue un changement notable notifié avant sa réalisation à la connaissance du Préfet.</p> <p>La notification contient pour la ou les surfaces concernées les références cadastrales ou le numéro d'îlot de la déclaration effectuée au titre de la politique agricole commune (îlot PAC), la superficie totale, le nom de l'exploitant agricole de l'unité et l'aptitude des terres à l'épandage.</p> <p>Le calcul de dimensionnement du nouveau plan d'épandage ainsi que sa cartographie sont mis à jour.</p> <p>La quantité maximale d'azote épandue ne doit pas dépasser 170 kg par hectare et par an en moyenne sur l'exploitation pour l'azote contenu dans les effluents de l'élevage et les déjections restituées aux pâturages par les animaux. Le dimensionnement du plan d'épandage permet l'équilibre de la fertilisation phosphorée.</p> <p>L'épandage est effectué conformément au parcellaire joint en annexe du présent arrêté (annexe 5).</p> <p>Toute modification apportée à ce plan devra être signalée avant sa réalisation à la Préfecture de Maine-et-Loire - Bureau des Procédures Environnementales et Foncières.</p>
Constats : <p>Cette prescription faisant l'objet de la mise en demeure n'est pas respectée.</p> <p>Vous ne disposez d'aucune traçabilité concernant les épandages des eaux de lavage des 3 bâtiments (absence de bordereau d'exportation).</p> <p>Une partie des fientes est épandue sur votre structure SCEA ÉLEVAGE CHUPIN, ce plan d'épandage est</p>

validé dans votre arrêté, un seul bordereau de 40 tonnes de fientes sur l'année 2025.

La production annuelle de fiente varie entre 1 000 et 1 200 tonnes par an. Les fientes non valorisées sur votre plan d'épandage doivent être exportées vers une plate-forme de compostage agréée, les fientes produites ne respectant pas les normes de commercialisation des engrais organiques.

Vous ne respectez pas cette prescription de votre arrêté préfectoral. Vous avez cédé des fientes considérées comme des effluents d'élevage auprès de plusieurs exploitations sans plan d'épandage validé dans votre arrêté d'autorisation.

Nous avons constaté la présence de bordereau incomplet non daté à hauteur de 1 048 tonnes de fientes. Ces exploitations sont susceptibles d'être contrôlées au titre de la conditionnalité environnement des aides PAC.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 0 mois